

L'évolution du lectorat : la fin des « vingt glorieuses »

Daniel Peter

Citer ce document / Cite this document :

Peter Daniel. L'évolution du lectorat : la fin des « vingt glorieuses ». In: La Gazette des archives, n°222, 2011. L'archiviste dans la cité. pp. 127-137;

http://www.persee.fr/doc/gazar_0016-5522_2011_num_222_2_4819

Document généré le 15/03/2017

L'évolution du lectorat : la fin des « vingt glorieuses »

Daniel PETER

Au début des années 1970, le monde archivistique français connaît une véritable révolution culturelle. Le temps des érudits, aristocrates vieillissants désœuvrés, juges pensionnés, notaires ou chanoines s'achève. Vient le temps des jeunes chercheurs et des amateurs. Dix ans plus tard, la masse croissante des généalogistes dépasse le nombre des autres chercheurs. Petite ou grande, la recherche se démocratise et de nombreuses salles de lecture restées jusqu'alors à moitié vides drainent tous les jours un public toujours plus nombreux. Au début des années 1990, le mouvement s'atténue aux Archives nationales mais continue de plus belle dans les Archives départementales et communales. La frénésie des généalogistes et une masse plus importante de recherches universitaires conduisent fréquemment au débordement de nombreuses salles de lecture. Dans certains dépôts, on se voit même contraint de renvoyer les gens et d'instaurer un système de réservation des lecteurs de microfilms, voire d'en limiter la durée d'utilisation.

À partir de 2000, les pratiques des lecteurs changent, l'offre croissante des associations généalogiques, gratuite ou payante, détourne de nombreux utilisateurs du chemin des Archives et Internet devient rapidement la solution idéale pour les impatientes. Les Archives apprennent à connaître la concurrence ! En 2003, la Direction des archives de France évoque un reflux des chiffres (lecteurs et communications) pour l'année 2001. Elle ajoute que la baisse de 2001 fut similaire dans la plupart des institutions culturelles (musées, bibliothèques, etc.) avec une évolution positive pour les années 2002-2003. 2001 connaît effectivement une chute des statistiques, essentiellement celles des lecteurs et des communications des Archives départementales. L'amélioration évoquée sera, toutefois, de courte durée. Dès 2004, le nombre de lecteurs recule. On évoque des pertes de lecteurs dans de nombreux services d'archives mais cette fois la tendance semble durable.

En 2005, « la stabilisation, voire la baisse légère du nombre de lecteurs, des séances et des communications, se traduisent pour la première fois sur le plan national ». Les raisons de ces changements sont diverses. Plus souvent, il s'agit de travaux ou de déménagements qui ont provoqué la fermeture partielle ou totale de la salle de lecture comme dans le Bas-Rhin ou le Gers. L'établissement des statistiques de communication a également évolué. Dans de nombreux services d'archives, les microfilms sont en libre accès et ne sont plus comptés. De même, les documents numérisés sont comptabilisés autrement. Ceci explique sans doute, en partie, la baisse des communications là où elle est constatée. Le rapport évoque, enfin, « les nouveaux comportements des publics des salles de lecture, moins disponibles, plus "volatils" dès que leurs exigences ne sont pas rapidement satisfaites¹ ».

En 2006, la fréquentation des Archives nationales s'est améliorée très légèrement (+ 0,7 %) tandis que les Archives départementales ont perdu 2,3 % de lecteurs. Les chiffres des Archives communales augmentent de 7,6 % mais ils reposent sur les données fournies par 395 services contre 338 l'année précédente ! Le commentaire se précise : « les impacts de la réforme du LMD sur le lectorat dit scientifique, la mise en ligne des ressources intéressant les généalogistes sont autant de paramètres à prendre en compte pour expliquer un phénomène qui ne concerne pas les seuls services d'archives mais touche également les bibliothèques de recherche ». À cela s'ajoute une relative désaffection pour les cursus longs dans les études dites littéraires. Même les lecteurs les plus fidèles depuis de longues années ne sont plus que souvenir.

Les conséquences de la mise en ligne d'archives ont également été quantifiées : la Mayenne, département pionnier dans ce domaine (mise en ligne en 2003), a perdu 8,2 % de lecteurs en 2004-2005 et 9,9 % en 2005-2006 ; en Savoie (mise en ligne en 2003) le lectorat a augmenté de 54,8 % en 2004-2005, mais a chuté de 47,1 % l'année suivante. Les Yvelines, en revanche, ont connu une mise en ligne en 2004 qui s'est traduite par une augmentation de 14,8 % du nombre des lecteurs durant la première période et de 6,4 % durant la seconde².

Le rapport annuel de 2007 évoque l'érosion du nombre des lecteurs. Constatée dès 2005, confirmée en 2006, elle se poursuit en 2007. Pour les Archives nationales, cette baisse est de 2 % par rapport à l'année précédente. Elle est de 4,7 % dans les Archives départementales. Elle atteint 23 % dans les Archives

¹ *Des Archives de France – 2005. L'activité de la Direction des archives de France et des services publics d'archives*, Paris, 2006, p. 61-63.

² Direction des archives de France, *L'activité de la Direction des archives de France et des services publics d'archives. Rapport annuel 2006*, Paris, 2007, p. 90-97.

communales mais la comparaison est faussée car les statistiques globales de 2007 proviennent de 360 services d'archives tandis que celles de 2006 sont issues de 395 institutions. Comme les années précédentes, l'évolution ne se traduit pas dans les mêmes proportions partout.

Si quelques services départementaux (Aude, Bas-Rhin, Cantal, etc.) enregistrent une augmentation de la fréquentation en terme de séances de travail, la plupart constatent une certaine stabilité, notamment quand les opérations de mise en ligne de l'état civil n'ont pas encore eu lieu (Creuse, Loiret, Seine-et-Marne, etc.). Dans la majorité des cas, on note une diminution sensible du nombre des lecteurs, avec son corollaire, celui des séances de travail. On évoque des raisons conjoncturelles comme l'inaccessibilité partielle des bâtiments pour cause de travaux (Gironde, Loire-Atlantique, etc.) ou l'indisponibilité des registres d'état civil (originaux et microfilms) en cours de numérisation (Allier, Tarn-et-Garonne). Cependant, la raison fréquemment invoquée est la mise en ligne sur Internet. C'est le cas, entre autres, dans l'Ain, la Mayenne, la Sarthe ou le Var. Néanmoins, d'autres services départementaux dont l'état civil n'est pas en ligne font le même constat : Haute-Loire, Meurthe-et-Moselle, Nord ou Vaucluse. On constate également le recul du nombre de généalogistes et plus particulièrement de la vieille garde des bénévoles réalisant des dépouillements systématiques qui n'a pas été remplacée par de nouveaux volontaires.

Aux Archives nationales, l'évolution est jugée préoccupante. Les solutions envisagées par les services départementaux pour pallier cette situation sont multiples. Les départements en pointe pour la mise en ligne envisagent de privilégier la publication des instruments de recherche sur Internet. D'autres projettent un redimensionnement des espaces. Plus nombreux sont ceux qui pensent qu'il faut en profiter pour améliorer la qualité du service public. Globalement, l'augmentation de la consultation en ligne est jugée spectaculaire. Même s'il est difficile de connaître le profil de ces nouveaux lecteurs, il s'agit bien d'un nouveau public constitué, bien évidemment, de généalogistes mais également de chercheurs scientifiques. Les chiffres indiquent 24 millions de visites virtuelles. Les Archives rivalisent désormais avec les grands sites commerciaux consacrés à la généalogie¹.

En fait, les statistiques témoignent d'une évolution intéressante de la situation durant ces quinze dernières années. Aux Archives nationales, le nombre des lecteurs baisse de 12 % de 1996 à 2007. Les communications chutent de 26 %.

¹ Direction des archives de France, *L'activité de la Direction des archives de France et des services publics d'archives. Rapport annuel 2007*, Paris, 2008, p. 95-99.

En revanche, le nombre des usagers des Archives départementales augmente de 18 % tandis que celui des communications s'améliore de 6 % (statistiques 1993-2007). La comparaison s'avère plus délicate dans les Archives communales mais il est possible d'en cerner la tendance générale pour la période 1993-2007 : environ 72 % de lecteurs et 17 % de communications de plus. Ces chiffres doivent toutefois être nuancés. Le nombre des usagers augmente fortement, de 30 %, jusqu'en 1999, puis recule de 6,4 % jusqu'en 2001, progresse de façon erratique jusqu'en 2005, et enfin chute à nouveau de 17 %. Le nombre des communications augmente jusqu'en 1999 de près de 33 %, puis régresse de 23 % jusqu'en 2005.

L'éventail du lectorat confirme un constat de vingt ans : la masse des généalogistes prime et tend même à grossir de 54 % en 1995 à 62 % en 2007. Les scientifiques ne représentent que 16 % des usagers, les communications aux services versants déclinent de 3 à 1 %, le nombre des lecteurs qui fréquentent les Archives pour des raisons administratives (nationalité, droit de propriété, etc.) oscille entre 11 et 10 % tandis que la proportion des lecteurs dits autres (architectes, éditeurs, documentalistes, etc.) passe de 18 à 12 %. Une enquête menée en 2000 confirme que les deux tiers des usagers des Archives départementales et communales sont des généalogistes. Une enquête similaire réalisée en 2003 aux Archives nationales montre que les généalogistes constituent un quart des lecteurs¹.

Pour mieux analyser la situation, je me suis adressé, en automne 2009, à un tiers des Archives départementales, réparties sur tout le territoire, ainsi qu'à vingt-cinq services communaux, essentiellement les plus importants, mais également à des dépôts de moyenne importance. Je leur ai demandé de me fournir les statistiques des lecteurs et des communications des quinze dernières années accompagnées d'un commentaire. Malheureusement, seuls quatorze services départementaux et treize dépôts communaux ont répondu. Trois des réponses des Archives départementales n'avaient qu'un intérêt limité et n'ont pas été utilisées. Les informations fournies s'avéraient souvent fort intéressantes et bien commentées. Ainsi, malgré sa taille réduite, on peut considérer que l'échantillon retenu est représentatif du groupe ciblé au départ. Les réponses fournies permettent de définir quatre groupes de services d'archives².

¹ Direction des archives de France, département des publics. Stage technique international 2009 ; les chiffres des Archives communales sont, par exemple, les suivants : 2004 (409 services) : 99 174 lecteurs ; 2006 (395 services) : 83 439 lecteurs ; 2007 (360 services) : 64 654 lecteurs.

² Un grand merci aux directeurs de tous les services communaux et départementaux qui ont bien voulu répondre à mes questions et ainsi permettre la réalisation de ce travail.

Baisse du nombre des lecteurs, des séances et des communications

Groupe le plus important, il compte douze services et représente 48 % du panel. Aux Archives départementales des Landes, on note un petit recul ces dernières années mais le service était fermé pour déménagement en 2007. Dans les Hautes-Pyrénées, on relève 13 % de lecteurs de moins depuis 2006 et les communications ont diminué de 21 %. Le nombre des lecteurs augmente de 61 % de 1991 à 2000 en Meuse, puis baisse de 33 % en 2009-2010. Le recul des séances constaté à partir de 2000 se limite à 11 % tandis que les communications chutent de 46 %. Ces statistiques s'avèrent particulièrement intéressantes, car ce dépôt se trouve dans le désert démographique français, la mise en ligne d'archives est récente (février 2010) et le conseil général accorde des bourses aux étudiants chercheurs. Malheureusement, 70 % de ses usagers sont des généalogistes se contentant des informations fournies par les pages Internet. De même, les usagers rechignent à se déplacer et cherchent à obtenir les renseignements autrement, même par téléphone ! Aux Archives du Var, on note une stabilité des chiffres des lecteurs et des communications de 2002 à 2006, puis une baisse importante, de 18 %, en 2006 suivie d'une chute durant les années suivantes où l'on note une diminution de 34 % de lecteurs et 48 % de communications par rapport à 2002. Ce recul s'explique toutefois dans la mesure où les actes d'état civil, les recensements ainsi que d'autres documents ont été mis en ligne en janvier 2007.

La réduction du nombre des lecteurs est beaucoup plus nette depuis une décennie aux Archives départementales de Meurthe-et-Moselle où elle s'élève à 37 % ; les communications reculent de 25 % alors que les actes des registres paroissiaux et d'état civil ne sont en ligne que depuis juin 2008. Le public des Archives départementales de la Somme augmente de façon constante de 1996 à 2006 (1 716 lecteurs). Les communications évoluent de la même façon, passant de 23 512 à 31 206 unités durant la même période. Cependant, l'ouverture d'une salle multimédia en septembre 2007 fait baisser les statistiques, les lecteurs et communications n'étant plus comptés. En 2008, on ne relève plus que 1 317 lecteurs (très peu d'étudiants) et 13 377 communications. Les registres paroissiaux et les actes d'état civil sont en ligne depuis 2010. Le phénomène est identique aux Archives municipales de Rennes. Le nombre des lecteurs croît de 20 % de 1995 à 1998, puis baisse de 20 % de manière régulière ; il en est de même pour les séances et les communications qui chutent de 51 % de 1998 à 2008.

Aux Archives municipales de Metz, le nombre des lecteurs et des communications augmente respectivement de 21 % et 221 % de 1991 à 1999. Mais la baisse s'amorce dès 2004 : 23 % parmi les usagers, 17 % de séances et 33 % de communications en moins. Depuis des années, le service ne reçoit pratiquement plus d'étudiants. À Nantes, le public des Archives municipales augmente de 43 % de 1995 à 2006. À partir de 2007, la combinaison de la mise en ligne des actes des registres paroissiaux, mais aussi d'état civil, et de la réforme universitaire provoque une chute de 23 % du nombre des lecteurs. Toutefois la situation semble se stabiliser tout en restant fragile, car le nombre des lecteurs augmente de près de 4 % par rapport à 2008. À Dunkerque, le nombre des lecteurs recule de 37 % de 1995 à 2009, et ce malgré les efforts de valorisation importants et l'existence de nombreux fonds d'architectes qui nourrissent les études constantes sur la ville reconstruite (agence d'urbanisme, curiosité publique, etc.). À Saint-Chamond dans la Loire, ville de 36 000 habitants, le lectorat augmente constamment depuis l'ouverture du service en 1995 jusqu'en 2005 : 120 % de lecteurs et 210 % de communications en plus. En 2006 s'amorce un repli brutal, mais régulier : 35 % de lecteurs en moins en trois ans alors que, ni la ville, ni le département n'ont d'archives en ligne. Les Archives de Saint-Etienne connaissent leur apogée en 1999 avec 1 108 lecteurs, soit une augmentation de 61 % depuis 1988. Le déclin n'apparaît qu'en 2005 – on note une diminution de 19 % en un an – et se poursuit (701 lecteurs en 2008). Le nombre des communications atteint un sommet en 2004 où il augmente de 57 % par rapport à 1988, puis recule régulièrement jusqu'à baisser de 50 % en moins de quatre ans. Outre le nombre réduit d'étudiants, les généalogistes partants ne sont pas remplacés. La situation ne s'est pas améliorée depuis 2008, date de la mise en ligne de documents d'archives. Le responsable de la salle de lecture note en septembre 2009 : « a contrario, un nouveau lecteur apparaît : l'auteur-éditeur en quête d'images et de documents. Serions-nous désormais uniquement fournisseur d'illustrations ? »

Recul du lectorat et augmentation des communications

Aux Archives départementales des Pyrénées-Orientales, le nombre des usagers a reculé de 19 % de 1995 à 2001. Les communications ont chuté de 57 % durant la même période ; cela s'explique en partie à cause de l'introduction du libre service des microfilms des registres paroissiaux et d'état civil en 1999-2000. Par la suite, la baisse persiste alors qu'aucun document n'est en ligne. La chute atteint 34 % de 2005 à 2008. En revanche, les communications augmentent fortement après 2001, jusqu'à s'élever en 35 % en 2005 et le nombre est stable en 2009. Il en est de même aux Archives du Bas-Rhin : en 1988, on compte 1 949 lecteurs ; en 1993, ils ne sont plus que 1 735. Le mouvement est freiné en 1998 (+ 23 %) et la part des généalogistes décline légèrement (57 %). Quelques années plus tard, il reprend. En 2003, 1 979 lecteurs fréquentent le service ; en 2008, le nombre chute de 26 %. Alors que le nombre des séances font du « yoyo » et que les communications chutent de 27 % de 1988 à 1993, on note une reprise singulière de ces dernières à partir de 2003 (+ 9 %), mouvement persistant en 2008 (+ 16 % en cinq ans).

Aux Archives municipales de Lyon, la fréquentation double de 1996 à 2007 (2 716 usagers). Mais depuis le 1^{er} juillet 2008, les registres d'état civil et de délibérations du conseil municipal, ainsi que d'autres documents, sont en ligne, ce qui a provoqué une chute de fréquentation de 24 %. Il s'agit cependant avant tout de généalogistes dont la proportion a diminué de 42 % à 30 %. Le nombre des autres lecteurs reste stable. Les communications augmentent de 30 % entre 2001 et 2009, mais il faut préciser que les microfilms ne sont plus comptabilisés depuis 2001. La relation entre la mise en ligne et la baisse du lectorat semble indéniable. Aux Archives municipales de Nancy, on compte 672 lecteurs (dont 272 généalogistes) en 2005 ; quatre ans plus tard, le chiffre a baissé de 14 %. En revanche, le nombre de séances augmente régulièrement, de 50 % jusqu'en 2008, puis se stabilise au niveau de 2005. Alors que le service communiquait 5 788 documents en 2005, ce chiffre double en moins d'un an. Cet élan se maintient, même s'il a été freiné en 2009 (9 400 communications). Les explications sont diverses : l'institution perd des lecteurs dans la mesure où les étudiants ne viennent pratiquement plus, les généalogistes se servent des documents mis en ligne récemment par les Archives de Meurthe-et-Moselle (jusqu'en 1892) et, enfin, le service connaît une véritable renaissance depuis 2005, ce qui signifie non seulement un meilleur accueil en salle de lecture, mais également une offre plus large d'instruments de recherche¹ !

¹ Mai 2005 : changement de direction et mise en place de traitements normalisés des archives.

Maintien du lectorat

Même si les Archives départementales du Haut-Rhin n'ont pas un public scientifique important, le nombre d'usagers s'est stabilisé autour de 1 200 personnes (dont 58 % de généalogistes). Ouvert en 1991, le Centre départemental d'histoire des familles à Guebwiller accueille annuellement des centaines de généalogistes, ce qui ne semble pas influencer sur la fréquentation des Archives. Les communications augmentent continuellement de 35 % de 1995 à 2005, mais elles ont depuis reculé de 14 %. Les actes des registres paroissiaux et d'état civil sont en ligne depuis 2010, ce qui ne devrait pas rester sans conséquence.

La fréquentation des Archives municipales de Marseille connaît des hauts et des bas depuis 1995 : en 2008, on compte 16 % de lecteurs de plus qu'en 1998, mais 11 % de moins qu'en 2005 et 9 % de plus qu'en 2006 ! Les communications connaissent les mêmes variations, mais il faut nuancer. En 1995, en effet, le service était quasiment fermé durant cinq mois, en 1998, on a introduit le libre service des microfilms et, en 2001, le déménagement a nécessité la fermeture de l'institution jusqu'au 16 avril. Dans ces conditions, il vaut mieux parler de communications stables durant ces dernières années. À Grenoble, les registres paroissiaux et les actes d'état civil sont en ligne depuis 2008. Alors que le nombre des usagers recule de 25 % de 1995 à 2003, il semble se stabiliser depuis 2006. Le public des Archives de Nîmes a augmenté de 54 %, de manière régulière, depuis 1990. On note 50 à 70 % de généalogistes selon les années. À Orléans, le public est stable de 1995 à 2004, ce qui représente 440 lecteurs en moyenne. En 2005, on note une baisse de 30 % sans que l'on sache vraiment pourquoi. Puis, le nombre augmente et dépasse même le chiffre moyen en 2008. Le nombre des séances baisse globalement durant cette même période. De 1995 à 2000, les communications croissent de 12 %, puis reculent de 20 % en 2003. En 2005, le chiffre augmente à nouveau de 12 %, sans pour autant atteindre le niveau de 2000. L'institution n'est pas présente sur la toile mais a mis des documents numérisés (documents figurés, actes d'état civil) à la disposition du public en salle de lecture.

Augmentation du nombre des lecteurs

Aux Archives départementales du Gard, le nombre des usagers est en évolution constante de 5 %. Le nombre des séances connaît le même rythme alors que les communications reculent de 20 %. Cette situation paradoxale s'explique sûrement, en partie, par l'introduction du libre service des microfilms en 2003. Ce service n'a pas mis de document en ligne. Dans le département voisin de l'Aude, le public augmente jusqu'en 2000, année de mise à disposition d'une partie des documents numérisés en salle de lecture (pas de mise en ligne) et non comptabilisés. En se basant sur les chiffres de 2001, on constate un nouvel élan avec 8 % de lecteurs de plus composés de généalogistes, pour l'essentiel, mais également d'associations culturelles ou de chercheurs occasionnels cherchant à retracer l'histoire de leur maison, parmi lesquels se trouvent beaucoup de Britanniques, et toujours moins d'étudiants. Mais cette hausse s'accompagne d'un recul virtuel des communications, l'offre ayant été numérisée, élargie et mise à disposition dans des points lecture de la bibliothèque départementale.

Aux Archives municipales de Bordeaux, le nombre des lecteurs et des séances a augmenté de 18 % depuis 2001, tout comme celui des communications (+ 11 %). Le dépôt n'a pas de document en ligne. Les Archives de la ville et de la communauté urbaine de Strasbourg semblent également ignorer la baisse : 714 usagers en 1986, 913 en 2002, 1 870 quatre ans plus tard et une stabilisation autour de 2 000 usagers depuis 2007. Cependant, le public change : moins d'étudiants, changements de tendance parmi les sociétés historiques, de nombreuses personnes viennent pour des questions précises (permis de construire, limites de parcelle, dessin ou photographie d'un monument, etc.).

Que les archives soient en ligne ou pas, la tendance générale est à la baisse, même si tous les services d'archives ne sont pas touchés. Certains pourront sans doute encore freiner le mouvement durant quelques années, voire augmenter le nombre des communications mais la régression statistique semble inéluctable ! Les raisons principales, déjà évoquées, sont la mise en ligne de documents, la réforme universitaire conduisant à la réduction du nombre des étudiants dans les salles de lecture, mais également, tout simplement, les changements de comportements sociaux, voire une conception égoïste du monde. L'usage des archives se modifie. Aux Archives de Strasbourg, la valorisation des archives (expositions, visites guidées, service éducatif, etc.) fournit 70 % du public. Les Archives de Lyon ont développé plusieurs plans d'action pour répondre aux nouvelles exigences, notamment celles des usagers. L'opération s'étale sur la période 2009-2014.

Un directeur d'un service d'archives départementales de l'Est propose de comparer le prix de l'essence avec les chiffres de fréquentation¹. On note aussi que les exigences de certains usagers sont parfois exagérées, presque brutales. De plus en plus de personnes rechignent à se déplacer pour leurs recherches. Et lorsqu'elles sont en salle, elles se verraient bien se limiter à presser un bouton ! Cette tendance transparait également dans la correspondance, écrite ou électronique, notamment en matière de généalogie. La loi sur les archives de 2008 oblige les archivistes à répondre aux questions précises, c'est-à-dire celles qui comportent prénom, nom et date complète. Les généalogistes n'ont pas tardé à en profiter. Les Archives municipales de Nancy, par exemple, ont vu le nombre des demandes par courrier augmenter de 35 % de 2007 à 2009 (recherches généalogiques, pour l'essentiel). Il en est de même à Limoges où le rapport séances-correspondance bascule en 2009 (2,5 fois plus de réponses par courrier que de séances en salle de lecture)². Les archivistes deviennent des fournisseurs et notre rôle de conseil s'amenuise. On vient, on prend et on s'en va. La vocation scientifique se perd. Pire, même la valeur ajoutée des agents (lorsqu'elle existe) se dilue. La salle de lecture apparaît de plus en plus comme une aide fonctionnelle et beaucoup moins comme une ressource culturelle.

Les diagrammes illustrant mon propos indiquent clairement les évolutions des statistiques des lecteurs et des communications³. Dernièrement, une revue généalogique s'est intéressée à la numérisation et à la mise en ligne dans les Archives départementales. Près de la moitié des services départementaux ont mis des documents sur Internet, ainsi que 72 services d'Archives communales dont certaines grandes villes. L'article se réjouit de cette situation et évoque également les grandes pertes de lecteurs de certains dépôts d'archives, notamment dans les Côtes d'Armor où elles s'élèvent à 35 % de 2004 à 2008, ou dans les Deux-Sèvres où elles atteignent 27 % en moins d'un an, ou encore dans le Cantal, durant le même laps de temps, avec 50 % de pertes, un record ! L'accès payant à ces documents en ligne introduit par trois conseils généraux fait également débat. Enfin, plusieurs services s'expriment sur la diminution du public et ses nombreuses raisons⁴.

¹ La direction des Archives municipales de Leipzig (Allemagne) évoque les frais de déplacement et d'hébergement pour expliquer le déclin du lectorat (*Rapport annuel*, 2006, p. 7).

² Même constat aux Archives municipales de Leipzig (Allemagne) dont la directrice insiste sur l'impatience qui se traduit dans les demandes notamment parmi celles dont l'auteur n'a pas du tout entrepris la moindre recherche personnelle (*Rapport annuel*, 2005, p. 5).

³ Ill. 1 et 2, p. VI.

⁴ ARCHASSAL (Pierre-Valéry), « Numérisation et mise en ligne : le point de vue des archivistes », *La revue française de généalogie*, n° 184, oct.-nov. 2009, p. 27-29.

Le recul du lectorat dans les archives françaises et ses conséquences diverses ne constituent pas un phénomène unique. Si les Archives de l'État de Hesse en Allemagne voient le nombre de lecteurs évoluer positivement et leur directeur noter une légère augmentation des consultations et un fléchissement des demandes par correspondance dans son rapport annuel de 2007, la situation est bien différente aux Archives municipales de Leipzig (Allemagne). De 2003 à 2007, la baisse du nombre de lecteurs y atteint 29 % tandis que le recul des séances est de l'ordre de 20 %¹. Il en est de même aux Archives de Zurich, en Suisse, où le directeur note, en 2008, une tendance généralisée à obtenir par correspondance des informations que l'on venait acquérir auparavant en salle de lecture². On pourrait multiplier les exemples.

La salle de lecture virtuelle est une réalité mais elle seule n'explique pas le recul du lectorat. Il est certain que, dans de nombreux dépôts d'archives, les statistiques d'accès au portail Internet vont remplacer, en partie, celles de la salle de lecture. Les archivistes sont habitués à défendre leur métier. C'est pourquoi ils doivent imaginer d'autres possibilités et d'autres solutions pour dépasser cette grande turbulence persistante.

Chute brutale ou éclatement de la bulle, comme pour Internet ou la Bourse il y a quelques années ? Un retour à la normale d'avant la surchauffe des années 1990 conviendrait mieux comme définition. La salle de lecture reflète l'âme des Archives. Sa fin n'est pas encore programmée mais celle des « vingt glorieuses » est une certitude.

Daniel PETER
Directeur
Archives municipales de Nancy
daniel.peter@mairie-nancy.fr

¹ Hessisches Staatsarchiv Darmstadt, *Rapport annuel*, 2007, p. 9. Stadtarchiv Leipzig, *Rapport annuel* 2006, p. 7, et *Rapport annuel* 2007, p. 10.

² Stadtarchiv Zürich, *Rapport annuel* 2007-2008, p. 56.